



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités
et de la Protection des Populations**

ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL N° 2023 – DDETSPP – 64

**LEVANT UNE ZONE DE CONTRÔLE TEMPORAIRE AUTOUR D'UN CAS D'INFLUENZA
AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE DANS LA FAUNE SAUVAGE ET DES MESURES
APPLICABLES DANS CETTE ZONE (FOYER DANS LE CHER)**

**Le préfet du Cher
Chevalier de l'ordre national du mérite**

- Vu** le règlement (CE) n°852/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
- Vu** le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;
- Vu** le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;
- Vu** le règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;
- Vu** le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;
- Vu** le règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 223-8 ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment le titre II de son livre IV ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret n°2005-1220 du 28 septembre 2005 pris pour l'application de l'article L.226-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2022 portant nomination de M. Maurice BARATE en tant que préfet du Cher à compter du 23 août 2022 ;
- Vu** l'arrêté modifié du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 septembre 2001 modifié établissant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires, maladie de Newcastle et influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;
- Vu** l'arrêté modifié du 18 janvier 2008 fixant des mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2017 fixant les conditions générales de reconnaissance des laboratoires d'analyse en vue de s'assurer de l'absence d'infection par le virus de l'influenza aviaire dans le cadre des auto-contrôles ;
- Vu** l'arrêté modifié du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;
- Vu** l'arrêté modifié du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;
- Vu** l'arrêté du 8 novembre 2022 qualifiant le niveau de risque élevé en matière d'influenza aviaire hautement pathogène ;

Vu l'arrêté du 25 août 2022 accordant délégation de signature à Mme Alix BARBOUX, directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher ;

Vu l'arrêté n° 2023 – DDETSPP – 051 du 10 mars 2023 déterminant une zone de contrôle temporaire autour d'un cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures prises ;

Considérant depuis au moins 21 jours l'absence de nouveaux cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la zone de contrôle temporaire définie par l'arrêté n° 2023 – DDETSPP – 051 du 10 mars 2023 ;

Considérant l'absence de remontées d'informations défavorables par les vétérinaires sanitaires dans la période considérée ;

Sur proposition de la Directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté n° 2023–DDETSPP–051 du 10 mars 2023 susvisé, concernant les 63 communes récapitulées en annexe 1, est abrogé.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture du Cher, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, les maires des communes concernées, le colonel commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, l'office français de la biodiversité (OFB), sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Fait à Bourges le 6 avril 2023

Pour le préfet, par délégation
Le chef de service santé, protection
animale et environnement

Hervé BOULOUX



VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.410-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être contestée, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, selon les voies de recours suivantes :

- Un recours gracieux motivé adressé par courrier à M. le Préfet du Cher, Préfecture du Cher, place Marcel Plaisant - CS 60022 - 18020 Bourges Cedex ;

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de 2 mois à compter de la réception de ce recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Il est possible de déposer un recours hiérarchique sans avoir réalisé au préalable de recours gracieux ou sans attendre d'avoir reçu la réponse au recours gracieux.

- Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif d'Orléans, soit par courrier adressé au 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1, soit par l'application informatique Télérecours accessible sur le site www.telerecours.fr Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration d'une durée de 2 mois suivant la notification de la décision contestée ou de la date de rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Ces recours ne suspendent pas l'application de la décision.



Annexe 1 :

Liste des 63 communes du Cher faisant l'objet de la levée de la zone de contrôle temporaire

Commune	Code INSEE
LES AIX-D'ANGILLON	18003
ANNOIX	18006
AUBINGES	18016
AVORD	18018
AZY	18019
BAUGY	18023
BENGY-SUR-CRAON	18027
BLET	18031
BOURGES	18033
BRECY	18035
BUSSY	18040
CHALIVROY-MILON	18045
CHARLY	18054
CHASSY	18056
CHAUMOUX-MARCILLY	18061
CORNUSSE	18072
COUY	18077
CROISY	18080
CROSSES	18081
DUN-SUR-AURON	18087
ETRECHY	18090
FARGES-EN-SEPTAINE	18092
FLAVIGNY	18095
FUSSY	18097
GARIGNY	18099
GRON	18105
IGNOL	18113
JUSSY-CHAMPAGNE	18119
LANTAN	18121
LAVERDINES	18123
LISSAY-LOCHY	18129
LUGNY-BOURBONNAIS	18131
LUGNY-CHAMPAGNE	18132
MORNAY-BERRY	18154
MOULINS-SUR-YEVRE	18158
NERONDES	18160
NOHANT-EN-GOUT	18166
OSMERY	18173
OSMOY	18174
OUROUER-LES-BOURDELINS	18175
PIGNY	18179
PLAIMPIED-GIVAUDINS	18180
RAYMOND	18191
RIANS	18194

SAINT-CEOLS	18202
SAINT-DENIS-DE-PALIN	18204
SAINT-GERMAIN-DU-PUY	18213
SAINT-HILAIRE-DE-GONDILLY	18215
SAINT-JUST	18218
SAINT-MICHEL-DE-VOLANGIS	18226
SAINTE-SOLANGE	18235
SALIGNY-LE-VIF	18239
SAVIGNY-EN-SEPTAINE	18247
SENNECAY	18248
SEVRY	18251
SOULANGIS	18253
SOYE-EN-SEPTAINE	18254
TENDRON	18260
VIGNOUX-SOUS-LES-AIX	18280
VILLABON	18282
VILLEQUIERS	18286
VORLY	18288
VORNAY	18289